

## Réponse de Free SAS à la consultation publique sur l'analyse des marchés du haut débit initiée par l'Autorité de régulation des télécommunications

Eté 2004

### LE CONTEXTE

Free SAS est un opérateur de réseau et services de communications électroniques disposant de licences L.33-1 et L.34-1 délivrées en 1999 par les pouvoirs publics lui permettant d'établir et opérer un réseau de télécommunications et fournir au public des services de communications électroniques.

Initialement présente sur le marché de l'accès Internet bas débit depuis 1999, Free a effectué son retour sur le marché du haut débit à l'automne 2002, avec la conjonction favorable d'évolutions des modalités des offres de gros (option 5) ADSL et d'accès à la boucle locale (option 1) de France Télécom permettant le lancement à l'échelle nationale d'offres attractives.

Forte d'une expérience de près de 24 mois, caractérisée par des offres innovantes (dégrouper, téléphonie sur IP, télévision par ADSL...) à des tarifs attractifs pour le consommateur, qui a permis à Free de devenir le second acteur du marché haut débit, avec au 30 juin 2004 plus de 750 000 abonnés haut débit dont 355 000 via le dégroupage de la boucle locale, Free salue le souci de transparence et d'analyse détaillée de l'Autorité qui souhaite, en soumettant à commentaire son analyse des marchés haut débit dont il convient de saluer la qualité du travail accompli, recueillir les avis des différents acteurs d'un marché déterminant pour le développement harmonieux et pérenne de la société de l'Information, un objectif considéré comme primordial par les pouvoirs publics au plus haut niveau.

Avant de passer en revue des différents marchés de gros identifiés par l'Autorité dans sa consultation, Free souhaite revenir sur la problématique du marché de détail pour lequel l'Autorité estime qu'il n'est pas susceptible à ce stade de faire l'objet d'une régulation *ex ante*.

### SUR LE MARCHE DE DETAIL

Tant que France Télécom reste dominant à la fois sur les marchés aval et sur les marchés amont, il est nécessaire de s'assurer que les offres de détail pour lesquelles les opérateurs restent dépendants des offres de gros de France Télécom sont reproductibles, tant dans leurs modalités tarifaires qu'opérationnelles.

En particulier pour le marché de l'Internet haut débit, la récente réintégration de Wanadoo dans le groupe France Télécom doit s'accompagner d'un mécanisme de contrôle permettant de garantir l'absence de discrimination entre les conditions de traitement accordées aux lignes de produits internes au groupe France Télécom, et celles qui sont accordées aux opérateurs concurrents. La séparation comptable est sans doute un moyen approprié à terme, au moins pour les aspects tarifaires.

Néanmoins, et tant que les modalités de cette séparation comptable ne sont pas définies, il est nécessaire de maintenir un contrôle *a priori* fort sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'internet haut débit, et en particulier sur les offres de détail. Ce contrôle doit s'exercer d'une part au travers d'un test de répliquabilité (opérationnel et économique), et d'autre part au travers d'un test de non-discrimination.

Le nouveau cadre réglementaire donne à l'Autorité les moyens d'exercer ce contrôle a priori sur les offres de détails en qualifiant ce marché de pertinent, comme elle l'a fait au travers de son analyse concernant le marché de gros d'accès DSL livrés au niveau national.

Le fait que le marché de détail de l'Internet Haut Débit ne relève pas des 18 marchés définis par la Commission européenne dans sa recommandation du 11 février 2003, ne saurait suffire à exempter l'Autorité de procéder à l'analyse de ce marché et de sa structure concurrentielle. A cet égard, relevons que l'ECTA, association européenne des opérateurs alternatifs, a d'ailleurs entrepris une réflexion afin de présenter à la Commission européenne la nécessité de réintégrer ce marché dans la liste de référence.

### **L'identification d'un marché de l'accès ADSL**

Free partage l'analyse de la recommandation de la Commission, qui distingue d'une part l'accès à Internet à « *bande étroite* » et l'accès à Internet à « *large bande* ».

Sur ce dernier marché, comme le relève l'Autorité dans sa consultation, il est manifeste qu'il y existe une très faible substitution du côté de l'offre entre les différentes modalités de l'accès à Internet à haut débit (modem-câble, boucle locale radio, technologies DSL.) En d'autres termes, un fournisseur d'accès à Internet ne peut pas remplacer ses offres ADSL par des offres par câble.

La très faible substitution du côté de l'offre s'explique par la nécessité pour un opérateur de réaliser d'importants investissements préalables, avant de fournir l'accès à Internet à large bande par une technologie alternative.

Cette position séparant l'ADSL des autres modalités techniques permettant l'accès à large bande, est corroborée par l'analyse du Conseil de la Concurrence, effectuée dans le cadre la décision n° 02-D-38 du 19 juin 2002, rappelant qu'« *il ne peut être exclu (...) que l'accès haut débit à Internet par l'ADSL constitue un marché distinct sur lequel Wanadoo occupe une position largement dominante* ».

### **L'identification d'un marché de détail ADSL résidentiel**

Il convient également de distinguer, comme l'a fait l'Autorité dans sa consultation, au sein du marché d'accès à Internet par l'ADSL, le marché des offres aux particuliers et celui des entreprises, à l'instar de celle opérée sur le marché de l'accès (marchés 1 et 2 identifiés par la Commission) puisque chacun de ces marchés répondent à des besoins spécifiques qui ne sont pas substituables. Ainsi, le marché entreprises a besoin de débits plus élevés et garantis, de terminaux capables de gérer des connexions multipostes ainsi que des fonctionnalités spécifiques (routeurs avec adresse IP fixe) ; enfin, le marketing est complètement différent : prix supérieurs, peu de publicité, distribution directe.

### **Une concurrence en développement sur marché de détail ADSL résidentiel**

Les lignes directrices de la Commission précisent en effet : « *on parle de concurrence effective lorsqu'il n'existe aucune entreprise en position dominante sur le marché pertinent. (...) A l'inverse, un marché pertinent n'est pas considéré comme effectivement concurrentiel s'il existe une*

*position dominante individuelle ou conjointe sur ce marché ». De plus, la Commission estime que « la présence de parts de marché très élevées – supérieures à 50% – suffit, sauf circonstances exceptionnelles, à établir l'existence d'une position dominante ».*

Au regard de cette définition d'une part, et de la puissance collective de France Télécom et Wanadoo sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'Internet, il apparaît à Free largement prématuré de considérer le marché de détail ADSL résidentiel concurrentiel.

En effet, s'il est vrai que depuis 2003 la part de marché de Wanadoo sur le marché de détail de l'accès à Internet à haut débit pour la clientèle résidentielle en terme de parc a fortement diminué, elle reste toujours très proche des 50% du nombre d'accès DSL total.

Par ailleurs, et surtout, le groupe France Télécom conserve, en dépit d'une régulation contraignante, 90% du marché en valeur.

D'ailleurs, le Conseil de la Concurrence dans une récente analyse soulignait l'existence de plusieurs indices caractéristiques d'une position dominante collective de Wanadoo : *« Par ailleurs, Wanadoo est une filiale du groupe France Télécom, opérateur historique des télécommunications, qui est, verticalement, présent sur l'ensemble de la chaîne des services nécessaires à l'accès à Internet et offre aux utilisateurs une gamme étendue de services de communications. De plus, le fait que Wanadoo ait pu conquérir 751 000 clients en 2003 avec des prix plus élevés que ceux de ses concurrents suggère qu'il bénéficie d'un effet de réputation et d'image de nature à contribuer à lui donner la possibilité de s'abstraire de la concurrence des autres opérateurs présents sur ce marché ».*

### **L'identification de ce marché comme pertinent**

Les critères d'analyse traditionnellement appliqués par la Commission paraissent être remplis sur le marché de l'Internet haut débit : barrières à l'entrée, impossibilité de présager d'une évolution vers une situation de concurrence effective et enfin, inefficacité du droit de la concurrence (sans réglementation *ex ante*).

Le marché pertinent est caractérisé par des barrières à l'entrée élevées et non provisoires. Ces barrières à l'entrée sont essentiellement structurelles : forte dépendance des concurrents à l'égard de France Télécom sur une partie significative de la chaîne de valeur, effet de levier sur les marchés de détail dont bénéficie France Télécom grâce à son contrôle de la boucle locale ; absence de lisibilité sur les versements internes qui renforce l'effet intégration verticale du groupe France Télécom ; relation privilégiée et historique avec les clients et excellente image de marque. A ce sujet, il convient de noter que France Télécom a décidé d'ouvrir 200 nouvelles agences commerciales (le nombre d'agence commerciales passe ainsi de 600 à 800), ce qui renforcera sa capacité de distribution.

Par ailleurs, la position dominante de l'opérateur historique pourrait même être renforcée si France Télécom réussit à tirer tout le parti qu'il espère de la fusion avec Wanadoo. En effet, lors de la journée investisseurs du 10 juin 2004, le directeur financier de France Télécom déclarait :

*« les prix de détail ne sont pas régulés par le régulateur. Ce qui est régulé, ce sont les tarifs de gros. Les agences de la concurrence font un tests de squeeze et de prédation pour vérifier que nos prix de détail permettent à la concurrence de se développer. Précédemment, quand Wanadoo était hors de France Télécom, Wanadoo était comparé à d'autres FAI. France Télécom fournissait Wanadoo en option 3 et 5. Les tests de squeeze et de prédation étaient basés sur ces éléments de coût. Il y avait un impact sur notre prix de détail afin d'être sûr qu'un FAI utilisant option 3 et 5 dans les mêmes conditions que Wanadoo puisse le concurrencer. Après la fusion, la situation sera différente pour deux raisons. Il n'y aura plus qu'une seule société. De plus, le marché a évolué, nous ne sommes plus dans un marché de FAI, mais plus dans un marché d'opérateurs. Donc nos principaux concurrents dans le haut débit achètent à France Télécom des services basés sur les*

*options 1 et 3. Cela veut dire qu'à la fin de la journée, quand seront fait à nouveau les tests de squeeze et de prédation, la base pour la structure de coût qui sera prise ne sera plus options 3 et 5, mais 1 et 3, comme pour nos concurrents. Cela signifie que cela nous donne une liberté supplémentaire pour France Télécom dans ses prix de détail afin de baisser ses prix de détail. C'est pourquoi nous avons été capables de présenter aujourd'hui des nouveaux tarifs qui seront appliqués en septembre une fois que la fusion entre Wanadoo et France Télécom aura été conduite ».*

Au-delà, il doit être rappelé que le droit de la concurrence s'est révélé incapable de permettre un fonctionnement normal tant du marché de détail que du marché de gros : tarifs prédateurs de Wanadoo qui a contraint plusieurs fournisseurs d'accès à vendre à perte et pour certains à déposer le bilan (comme en témoigne l'expérience vécue par Mangoosta), obstruction du développement d'un marché de gros (option 1 et option 3) directement responsable du retardement d'offres réellement alternatives tant sur le plan tarifaire que sur le plan de l'innovation...

Les délais des recours de droit commun sont incompatibles avec les cycles de développement du marché, et ne permettent pas de prévenir des dysfonctionnements de concurrence. Tout au plus donnent-ils droit, pour les seuls concurrents survivants, à obtenir réparation du préjudice subi.

Il doit par ailleurs être souligné que la récente annulation par la Cour d'Appel de Paris de la décision du Conseil de la Concurrence du 15 avril précitée, au motif que le caractère anticoncurrentiel de la pratique n'a pas été suffisamment démontrée (démonstration qui relève en principe de l'instruction au fond), hypothèque largement pour l'avenir le prononcé de mesures conservatoires.

Enfin, cette vacance des recours de droit commun est d'autant plus critique, que les pouvoirs publics à leur plus haut niveau ainsi que l'ART et le Conseil de la Concurrence s'accordent à reconnaître que l'année 2004 est considérée comme « l'année du Haut Débit ».

Pour toutes ces raisons, Free estime qu'il est donc vital pour la pérennité d'une économie concurrentielle de disposer à l'égard des offres de détail Haut Débit de Wanadoo/France Télécom de moyens d'intervention rapide et efficace qui se substituent, au moins provisoirement, à l'inadaptation de la régulation a posteriori. Ce contrôle doit conditionner la commercialisation des offres de détail à un test de répliquabilité (opérationnel et tarifaire) à partir des offres de gros, et un test de non-discrimination par rapport aux conditions internes au groupe France Télécom.

## **SUR LE DEGROUPEMENT DE LA BOUCLE LOCALE**

Free est un acteur résolument engagé dans le dégroupage de la boucle locale, vecteur le plus approprié pour apporter une réelle différenciation au consommateur en s'affranchissant des contraintes liées aux équipements de France Télécom en termes de débit, et donc de services innovants. Membre dès 2000 des groupes de travaux constitués par l'Autorité en vue d'élaborer les modalités techniques et opérationnelles des expérimentations dégroupage dans un premier temps puis le passage à une phase commerciale dans un second temps, Free a lancé son offre dégroupée à compter de l'automne 2002, avec l'entrée en vigueur de modalités techniques et tarifaires issues de mises en demeure formulées à France Télécom par l'Autorité, consciente que l'essor du dégroupage sur un marché de masse nécessitait des adaptations conséquentes à l'offre de référence initialement proposée par France Télécom.

Mi 2004, le nombre de lignes dégroupées par Free s'élevait à 355 000, soit près de la moitié du parc de lignes dégroupées par l'ensemble des opérateurs impliqués dans le dégroupage qui s'élève à 731 000 lignes, contre près de 275 000 au 1er janvier 2004 et 38 000 lignes au 1er juin 2003. Une dynamique vertueuse est bel et bien enclenchée puisque le parc de lignes dégroupées double quasiment tous les trimestres, et représente à ce jour plus de 15% des lignes ADSL, alors que les opérateurs dégroupés ne sont présents, compte tenu d'un déploiement progressif des équipements qui n'a débuté que fin 2002 soit plus de 3 ans après le déploiement de l'ADSL par

France Télécom, que sur environ 500 répartiteurs sur les quelques 5000 actuellement ouverts à l'ADSL par France Télécom. L'ouverture au dégroupage progressive de nouveaux répartiteurs se traduira mécaniquement par un renforcement de la proportion de lignes dégroupées, et permettra de toucher dans un proche avenir près des deux tiers de la population.

Free se félicite de l'analyse de l'Autorité qui considère le marché du dégroupage comme un marché à part au sein du marché haut débit dans la mesure où la technologie employée ne peut être guère substituable ni avec d'autres technologies d'accès telles que le câble, la BLR, le satellite ou le CPL, ni avec les offres de gros ADSL existantes de l'opérateur historique ou proposées par d'autres opérateurs dont les modalités techniques et opérationnelles ne permettent pas de répliquer les offres reposant sur le dégroupage (multi-VC, TV sur DSL, ADSL 2+, etc...). Il s'agit donc d'un marché distinct du marché des offres de gros d'accès large bande.

Sur ce marché pertinent, Free souscrit à l'analyse de l'Autorité consistant à retenir France Télécom comme opérateur puissant sur le marché du dégroupage de la boucle locale cuivre justifiant la détermination d'obligations spécifiques incombant à France Télécom telles que précisées par la Directive « Accès » dans son article 12.

Dans son analyse des marchés du haut débit, l'Autorité détaille concernant ce point particulier plusieurs obligations qu'elle estime justifiées et proportionnées d'appliquer à France Télécom et qui appellent les observations suivantes.

#### **Sur l'accès à la boucle locale et aux ressources connexes ainsi que les prestations existantes**

La boucle locale est une infrastructure essentielle qui ne peut être efficacement répliquée par les opérateurs. Or seul l'accès à la boucle locale permet aux opérateurs de proposer des alternatives innovantes et attractives aux consommateurs par la maîtrise de la chaîne technique et de la relation contractuelle avec l'abonné.

A cet égard, il est révélateur de constater qu'après avoir constamment refusé aux opérateurs l'accès à sa boucle locale, invoquant le fait que le dégroupage n'était pas explicitement prévu par les dispositions légales en vigueur, France Télécom a fait preuve d'une attitude relevant du triptyque « nier, retarder, dégrader » relevé par un rapport parlementaire (« *TÉLÉCOMMUNICATIONS : la réforme cinq ans après* », rapport d'information n°273 fait en 2002 par le Sénateur Pierre Hérisson au nom de la Commission des Affaires Economiques sur le bilan de la loi n°96-659 de réglementation des télécommunications). Il a en effet fallu plusieurs mises en demeure de l'Autorité pour que France Télécom parvienne à proposer des modalités techniques, opérationnelles et tarifaires permettant l'essor fin 2002, soit près de 2 ans après l'entrée en vigueur légale du dégroupage, du dégroupage pour le marché de masse à l'échelle nationale, alors qu'il restait jusqu'à présent confiné, du fait des modalités imposées par France Télécom, au seul marché des entreprises sur Paris / Lyon / Marseille.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire, parce que justifié et proportionné, de continuer d'imposer à France Télécom l'obligation de satisfaire toute demande raisonnable d'accès dégroupé à sa boucle locale et aux ressources connexes. Par conséquent, concernant les prestations existantes, Free souscrit à l'analyse de l'Autorité consistant à maintenir les prestations existantes ne peuvent être remises en cause par France Télécom.

Mais, comme le précise l'Autorité dans son analyse, les prestations existantes ne sauraient constituer une liste exhaustive des prestations qu'il est juste et raisonnable d'imposer à France Télécom en tant qu'opérateur puissant sur un marché pertinent dans la mesure

En particulier, Free souhaite revenir sur plusieurs points soulevés par l'Autorité dans son analyse.

### *Concernant les migrations vers le dégroupage d'accès ADSL existants*

Free partage l'analyse formulée par l'Autorité selon laquelle l'existence et le bon fonctionnement d'une offre de migration entre les différentes offres de gros dont disposent les opérateurs alternatifs sont des conditions déterminantes pour s'assurer d'une fluidité du marché dans l'intérêt du consommateur, compte tenu d'une part de la possibilité du consommateur à changer de fournisseur s'il le souhaite et d'autre part du déploiement progressif du dégroupage qui de mode de production complémentaire tend à devenir peu à peu devient le mode de production nominal des clients pour un opérateur.

Dès lors, il faut veiller à ce qu'un client produit en option 3 ou 5 puisse migrer le moment venu en option 1 de façon relativement transparente pour ce dernier et dans des délais raisonnables, ce qui implique un processus suffisamment souple et facilement opérationnel pour être en mesure de faire profiter le plus rapidement et transparent possible les clients déjà existants des avantages concrets du dégroupage en terme de débits et services supplémentaires et innovants. D'autant plus que, comme le relève l'Autorité dans son analyse, l'existence d'une offre de migration aux modalités suffisamment souples et non handicapante en termes de capacité de production conditionne largement l'extension géographique du dégroupage.

Actuellement, concernant les lignes à dégroupier, France Télécom distingue les créations de lignes des migrations d'accès ADSL déjà existants, et considère ces dernières comme non prioritaires par rapport aux créations de lignes. Cependant, dans son Offre de Référence France Télécom s'engage à réaliser en 6 semaines les commandes inférieures à 100 accès sur un même répartiteur, et précise qu'au delà de 4 mois après la début de la migration sur un répartiteur donné, le tarif du dégroupage s'applique sur l'accès même si la migration n'a pas encore eu lieu.

Toutefois, à ce stade, les opérateurs dégroupiers ne disposent d'aucune visibilité de la part de France Télécom pour être en mesure d'informer efficacement leurs clients sur l'échéance prévisionnelle, à défaut de date effective, de la migration et, surtout, sur un délai maximal d'interruption de service. S'il n'est pas contesté qu'une migration d'une offre de gros accès ADSL vers un accès dégroupé entraîne une interruption de service du fait des opérations de câblage à mener au niveau du répartiteur, il serait néanmoins souhaitable de disposer de garanties ou mesures incitatives visant à éviter des coupures trop longues qui seraient indubitablement mal comprises par les clients finals dans la mesure où pour ces derniers il y a continuité de prestataire commercial. Même si dans la pratique, sur la base des accès de ses clients qui ont été migrés vers le dégroupage, Free a constaté que la grande majorité des migrations se sont accompagnées d'une interruption de service de l'ordre de la demi-journée, dans de nombreux cas l'interruption de service s'est révélée supérieure à la journée, pour dans certains atteindre plusieurs jours, comme en témoignent les plaintes à ce sujet que l'Autorité a été amenée à recevoir en provenance de consommateurs qui comprennent difficilement pourquoi leur prestataire n'est pas en mesure de les informer efficacement d'une part sur les délais de migration, pour que ces derniers puissent prendre leurs dispositions, et sur les délais maximum d'interruption de service.

C'est pourquoi Free ne peut que souscrire à l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom de proposer une prestation de migration des accès de gros ADSL vers le dégroupage, que cette prestation limite le délai maximal de migration sur un répartiteur donné et spécifie le délai de coupure maximal, assorti de mesures suffisamment incitatives telles par exemple des pénalités qui seraient directement versées par France Télécom sur la facture du client final, lors des processus de migration.

### *Portabilité du numéro*

Si le dégroupage s'est initialement développé via le dégroupage partiel, c'est que le dégroupage total, en raison de ses modalités et contraintes techniques et opérationnelles initiales, n'était pas en mesure de répondre efficacement aux attentes des opérateurs et des consommateurs finals sur un marché de masse.



Parmi les freins identifiés figure la problématique de la portabilité du numéro. En effet, comme le relève l'Autorité dans son analyse, la portabilité du numéro est primordiale pour garantir à l'abonné optant pour le dégroupage total une continuité dans la réception de ses communications. S'il n'est pas contesté d'avoir à subir une coupure temporaire du service téléphonique du fait des opérations nécessaires à la mise en œuvre de la portabilité, tout doit être fait pour éviter en revanche une coupure trop longue qui serait incomprise par le client, habitué à la disponibilité quasi-permanente du service téléphonique, et qui pourrait nuire à l'image de l'opérateur en terme de qualité de service proposée, ce qui serait fortement préjudiciable dans un contexte d'initialisation du dégroupage total.

Or à ce jour, du fait des modalités en vigueur chez France Télécom, la mise en œuvre du dégroupage total et de la portabilité du numéro relèvent de deux processus techniquement et administrativement distincts. C'est ainsi que d'un point de vue opérationnel, dégroupage et portabilité sont mis en œuvre de façon séquentielle : la mise en œuvre de la portabilité du numéro n'est déclenchée qu'une fois le dégroupage total réalisé. Il en résulte donc une absence de synchronisation entre ces deux modalités pourtant intrinsèquement liées, débouchant donc sur une interruption du service téléphonique pouvant dépasser plusieurs jours, ce qui est fortement préjudiciable pour le consommateur et l'opérateur dégroupé. Free, qui a lancé son offre de dégroupage total courant juin ne peut que confirmer le constat formulé par l'Autorité selon lequel, pour une part significative de lignes dégroupées totalement, l'effectivité de la portabilité du numéro à l'issue du dégroupage peut prendre plusieurs jours, entraînant une rupture de la continuité de la réception des communications pour l'abonné.

Dans l'état actuel de l'Offre de Référence d'accès à la boucle locale, France Télécom ne fournit aucune visibilité aux opérateurs dégroupés sur les délais maximaux d'effectivité de la portabilité du numéro. Or comme le relève fort justement l'Autorité dans son analyse, l'absence de garantie de délai de coupure par France Télécom pourrait être fortement préjudiciable à l'attractivité des offres de dégroupage total pour les consommateurs, et donc au développement du dégroupage total dans les prochaines années en France, un objectif pourtant ardemment souhaité par les pouvoirs publics en vue de s'assurer d'une concurrence pleine et effective dans l'intérêt du consommateur.

Pour toutes ces raisons, Free ne peut que féliciter de l'analyse de l'Autorité sur cette question lorsqu'elle estime qu'il serait justifié et proportionné d'imposer à France Télécom de proposer aux opérateurs un processus effectif de synchronisation du dégroupage total et de la portabilité du numéro en vue de minimiser le délai de coupure du client final. Il serait également souhaitable que cette prestation soit assortie de mesures suffisamment incitatives visant à s'assurer du respect effectif par France Télécom d'un délai de coupure maximal.

### *Cohabitation des équipements*

Les conditions techniques, opérationnelles et tarifaires de l'installation d'équipements des opérateurs nécessaires au dégroupage constituent un paramètre déterminant pour s'assurer du développement du dégroupage, comme le montre le réel essor du dégroupage qui n'a débuté que fin 2002, soit près de deux années après l'entrée en vigueur légale du dégroupage le 1er janvier 2001, avec l'effectivité de nouvelles modalités de cohabitation issues de mises en demeure précédemment formulées par l'Autorité.

Comme le relève l'Autorité dans son analyse, les modalités de cohabitation des équipements et les coûts afférents peuvent avoir un fort impact sur le développement du dégroupage. C'est ainsi que pour tenir compte des spécificités propres à chaque site, qui peuvent fortement varier notamment au regard de la taille du site et qui conditionnent les possibilités d'installation des équipements des opérateurs et capacités en ressources de cohabitation (emplacements, renvois cuivre, énergie, climatisation...), l'Autorité a par le passé demandé à France Télécom d'amender son Offre de Référence dans un tel sens.

L'Offre de Référence propose donc plusieurs modalités de cohabitation physique des équipements, permettant notamment de tenir compte des spécificités inhérentes à chaque site, et a récemment été enrichie dans son édition en date du 12 décembre 2003 par la possibilité de disposer d'emplacements restreints pour les sites trop petits pour accueillir des emplacements classiques. Free estime donc nécessaire de maintenir un tel degré de détail et souscrit à l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné que France Télécom propose dans son offre de référence :

- des emplacements en salle de cohabitation ;
- des emplacements dans des espaces dédiés des salles de France Télécom ;
- et pour le cas des petits sites, des emplacements restreints.

Par ailleurs, Free souhaite compléter l'analyse menée par l'Autorité sur cette question en abordant la problématique des équipements autorisés dans le cadre de la cohabitation. En effet, l'Offre de Référence d'accès à la boucle locale de France Télécom, dans ses modalités actuellement en vigueur, décrit de façon limitative la liste des équipements autorisés dans le cadre de la cohabitation dégroupage, et exclut spécifiquement l'installation de commutateurs Ethernet indépendants.

Une telle restriction revient à handicaper des opérateurs qui n'auraient pas fait le choix d'équipements « tout-IP » sortant directement en Gigabit Ethernet et disposant de fonctionnalités de chaînage / routage, puisqu'ils ne seraient pas en mesure de fédérer leurs différents équipements via des ressources Ethernet rajoutées par la suite, alors que des opérateurs, comme Free qui exploite des équipements disposant de fonctions intégrées de routage et de commutation Ethernet, sont autorisés à les exploiter d'après les dispositions actuelles de l'offre de référence. A cet égard, il est également pertinent de relever que la nouvelle génération de DSLAMs exploités par France Télécom sont également en configuration « Gigabit Ethernet », et que *de facto* France Télécom s'autorise ce qu'elle refuse à d'autres opérateurs dans le cadre du dégroupage.

C'est ainsi qu'un opérateur qui souhaitait installer dans ses baies dégroupage des commutateurs Ethernet pour palier les limitations inhérentes à un réseau de type étoile et être en mesure de proposer lui aussi une offre multi-services a dû saisir le Conseil de la Concurrence face au refus de France Télécom : dans une décision en date du 15 avril 2004, le Conseil a fait droit, dans le cadre de mesures conservatoires, à la demande de cet opérateur, mais la Cour d'Appel de Paris a récemment censuré la décision du Conseil.

C'est pourquoi, dans la mesure où le dégroupage vise avant tout à permettre aux opérateurs de s'affranchir des contraintes techniques liées aux équipements de réseau de France Télécom pour être en mesure de se différencier en termes de services proposés aux clients finals, il apparaît nécessaire que les opérateurs puissent être à même d'opter pour l'architecture technique de leur choix. Dès lors, comme le relève fort justement l'Autorité dans son analyse, l'offre formulée par France Télécom au titre du dégroupage ne doit pas établir des contraintes indues de nature à obérer la capacité des opérateurs alternatifs à proposer sur les marchés aval des offres venant concurrencer ou répliquer les offres de France Télécom.

C'est pourquoi Free estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom de ne pas restreindre, sauf cas légitimes, la liste d'équipements autorisés dans le cadre de la cohabitation physique dès lors qu'ils apparaissent comme étant strictement nécessaires à l'activité de dégroupage de l'opérateur, et souhaite que ce point soit pris en compte par l'Autorité dans le cadre de l'analyse qui sera transmise au Conseil de la Concurrence.

#### *Offres de raccordement des répartiteurs dégroupés*

L'accès à la boucle locale ne se limite pas à l'accès à l'abonné, mais englobe également l'accès au répartiteur, au titre des ressources connexes visées par le Règlement européen du 18 décembre 2004. La question de la liaison entre le DSLAM d'un opérateur et son réseau est donc primordiale afin de s'assurer d'une couverture dégroupage la plus complète possible.



La situation idéale consiste alors, pour les opérateurs, à étendre le plus possible leur réseau, en posant ou en louant de la fibre optique auprès d'autres opérateurs ou collectivités locales, jusqu'à desservir le plus possible de répartiteurs et s'affranchir ainsi des contraintes techniques, opérationnelles et tarifaires inhérentes aux offres de collecte de France Télécom.

Actuellement, les réseaux des opérateurs ne sont pas suffisamment capillaires pour couvrir 100% des répartiteurs de France Télécom, qui reste le point de passage obligé pour être en mesure d'atteindre des répartiteurs à potentiel suffisant pour être dégroupés mais qui ne sont pas directement accessibles par les réseaux des opérateurs dont le déploiement ne peut qu'être progressif compte tenu d'une part des délais nécessaires pour disposer des autorisations nécessaires et effectuer les travaux, et d'autre part des coûts inhérents, constitués à près de 80% par les coûts de génie civil, par nature difficilement compressibles.

Dans cette attente, Free, comme d'autres opérateurs, a donc recours à l'Offre POP/répartiteur de France Télécom qui, bien que plus chère que l'offre Collecte IP/ADSL de l'option 5, permet de compléter la zone de couverture du dégroupage en raccordant des répartiteurs situés à quelques kilomètres d'un POP. Toutefois, comme le relève l'Autorité dans son analyse, si cette offre est relativement adaptée pour traiter du trafic Internet et Téléphonie, ses limitations, notamment en termes de débits disponibles, ne permettent pas d'irriguer les répartiteurs en flux nécessaires pour proposer un service TV par DSL. Cette offre, limitée en terme de débit, interface et protocole, ne répond pas aux besoins d'opérateurs comme Free, dont le réseau est tout IP, qui souhaiteraient raccorder des répartiteurs dégroupés mais non encore desservis par leur propre réseau car elle leur impose une limitation de bande passante, et donc *in fine* de services, sur ces sites dégroupés, ce qui peut conduire à ne pas proposer d'offre uniforme à l'échelle d'une agglomération dont certains répartiteurs seraient directement raccordés au réseau de l'opérateur tandis que d'autres ne le seraient pas.

En outre, cette offre ne permet pas de compléter la couverture existante en permettant d'atteindre, depuis un répartiteur déjà directement raccordé au réseau de l'opérateur, un ou plusieurs répartiteurs situés à quelques kilomètres et qui ne seraient pas desservis par le réseau de l'opérateur. Le potentiel est loin d'être négligeable, car c'est ainsi qu'il y a environ 50 répartiteurs non dégroupés situés à moins de 2 km d'un répartiteur actuellement dégroupé et donc d'un réseau alternatif, 150 situés à moins de 3 km, 300 à moins de 4 km, 500 à moins de 5 km et 750 situés à moins de 6 km : une offre de raccordement permettant d'atteindre depuis des répartiteurs dégroupés et directement raccordés au réseau de l'opérateur ne peut qu'avoir un impact positif sur le développement du dégroupage.

A plusieurs reprises, Free a sollicité France Télécom pour disposer d'une offre de raccordement qui répondrait à ses besoins, visant à disposer d'un mode de raccordement en conformité avec son architecture, à savoir à titre nominal location de fibres nues ou accès aux fourreaux et à titre subsidiaire offre de collecte de trafic en mode IP livrée sur Interface Gigabit Ethernet à l'instar de ce que France Télécom pratique dans son offre d'accès de gros ADSL Collecte IP/ADSL option 5. A ce jour, les propositions formulées par France Télécom en réponse aux demandes exprimées par Free ne peuvent être considérées comme satisfaisantes dans la mesure où elles reviennent à imposer une limitation de bande passante et conduisent à un coût par abonné trop élevé pour garantir la pérennité d'une offre universelle multiservices.

Dans son analyse, l'Autorité évoque la possibilité d'une offre de raccordement des répartiteurs fondée soit sur de la location de fibres soit sur un accès aux fourreaux. Cette offre serait de nature à éviter une duplication inutile du génie civil et abaisserait significativement le coût de raccordement des répartiteurs par les opérateurs alternatifs tout en permettant à France Télécom de valoriser ses infrastructures disponibles. En complément de cette possibilité, l'Autorité estime également souhaitable que France Télécom formule également une offre de raccordement sous forme de transmission SDH : sur ce point, si elle souscrit pleinement au principe sur le fond, Free ne peut qu'émettre quelques réserves au regards des limitations intrinsèques d'une technologie de type SDH qui, si elle reste adaptée aux besoins inhérents au transport de services de type voix

et Data traditionnels, n'est pas aussi adaptée que peut l'être par exemple le Gigabit Ethernet pour des besoins fortement inducteurs de débits tels que le Multicast TV. C'est pourquoi, en application du principe de neutralité technologique, Free estime préférable que l'offre de transmission qui pourrait être demandée à France Télécom prenne également la forme, aux côtés d'une offre de transmission traditionnelle de type SDH, d'une collecte de type Gigabit Ethernet, une technologie plus à même d'aborder efficacement les contraintes inhérentes aux nouveaux services tels que la TV par ADSL, visio-conférence et applications de type « peer-to-peer ».

Au-delà du raccordement du répartiteur sur le POP de l'opérateur, Free estime souhaitable qu'une telle offre puisse également permettre à un opérateur dégroupant un répartiteur directement raccordé à son réseau d'atteindre depuis ce répartiteur un ou plusieurs répartiteurs situés à quelques kilomètres (par exemple au sein d'une même unité urbaine) non desservi par le réseau de l'opérateur.

Au final, Free partage le souhait formulé par l'Autorité qui estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom de formuler une offre de raccordement des répartiteurs qui n'impose pas, comme c'est le cas actuellement, aux opérateurs dégroupés de limiter la bande passante, et donc les services, sur les sites qu'ils ne desservent pas avec leur propre fibre.

Cette offre, qui concernerait aussi bien le raccordement du POP de l'opérateur à un ou plusieurs répartiteurs que le raccordement depuis un répartiteur directement desservi par l'opérateur d'un ou plusieurs répartiteurs non directement desservis, pourrait alors comporter deux volets :

- un volet de location de fibre nue, ou d'accès aux fourreaux de France Télécom
- une offre de bande passante de type Gigabit Ethernet

En complément de ces commentaires formulés sur les Offres de raccordement des répartiteurs dégroupés, Free souhaiterait à l'occasion de la présente consultation publique attirer l'attention de l'Autorité sur la problématique du raccordement de répartiteurs France Télécom par des fibres appartenant aux réseaux déployés par les Collectivités Locales. En effet, à ce jour, France Télécom conditionne le raccordement d'un répartiteur par un câble optique au fait que l'opérateur de ce câble doit être un demandeur d'accès à la boucle locale de France Télécom, c'est-à-dire avoir commandé des ressources au titre de la cohabitation. Dans la pratique, cela revient à empêcher les collectivités locales déployant un réseau backbone de raccorder directement les répartiteurs de France Télécom, entraînant donc des surcoûts non négligeables, car difficilement mutualisables, à la charge des opérateurs.

C'est pourquoi Free estime également raisonnable et justifié d'imposer à France Télécom d'accepter les demandes de pénétration de ses répartiteurs par des câbles optiques formulées par des Collectivités Locales ayant déployé un réseau destiné à être utilisé par des opérateurs dégroupés.

## **Sur la non discrimination**

### *Sur les processus opérationnels*

Ainsi que le relève l'Autorité dans son analyse, le bon fonctionnement du dégroupage implique que les processus mis en place par France Télécom dans le cadre du dégroupage soient pleinement effectifs et ne soient pas excessivement rigides pour ne pas faire peser des contraintes ou charges indues sur les opérateurs.

Comme l'avait évoqué le Président Hubert, « *le diable est dans le détail* ». En effet, à plusieurs reprises, les opérateurs ont eu l'occasion de dénoncer certaines procédures et modalités imposées par France Télécom dans le cadre de la mise en œuvre et exploitation du dégroupage qui revenaient à complexifier au détriment du consommateur le développement du dégroupage.

Les exemples ne manquent pas, et l'analyse de l'Autorité fournit quelques exemples pertinents de cas dans lesquels France Télécom a mis en place des processus inutilement distincts entre l'offre de dégroupage et ses autres offres de gros et de détail. Une telle démutualisation des moyens ne peut qu'induire des dysfonctionnements et des surcoûts indus pour les opérateurs dégroupes, ce qui *in fine* ne peut que se répercuter sur le consommateur.

Citons par exemple les différences flagrantes entre le processus de commande d'accès ADSL et celui d'accès dégroupés : contrairement au dégroupage pour lequel France Télécom exige la signature préalable d'un mandat par le client, un mandat qui doit être transmis a priori sous forme papier dans le cadre du dégroupage total, une telle exigence n'a pas lieu pour les offres d'accès de gros ADSL. Si Free n'entend pas ici contester l'utilité d'un mandat dans un contexte de concurrence exacerbée, il serait en revanche souhaitable que les modalités de mise en œuvre du mandat d'une part ne reviennent pas à faire peser des contraintes indues sur les opérateurs et *in fine* les consommateurs, et d'autre part soient également étendues aux accès de gros ADSL, Wanadoo compris afin de respecter ce principe de non-discrimination. Concernant les pistes d'améliorations des modalités de mise en œuvre du mandat, on peut également évoquer l'alignement du dégroupage total sur le dégroupage partiel, à savoir une transmission du mandat qu'en cas de contestation ou demande de France Télécom, ainsi que la dématérialisation de la transmission du mandat pour éviter de surcharger inutilement les entités administratives traitant les commandes chez les opérateurs et France Télécom. Un autre exemple de discrimination flagrante entre le dégroupage et les offres de gros d'accès DSL de France Télécom proposées aux opérateurs et auxquelles France Télécom a recours pour ses propres besoins via Wanadoo réside dans le fait qu'en dégroupage, contrairement aux offres de gros de type IP/ADSL, France Télécom ne communique aucune date, ne serait-ce que prévisionnelle, de réalisation des opérations de dégroupage d'une ligne, alors qu'en IP/ADSL, l'opérateur ou le FAI est informé par France Télécom à la validation de la commande d'accès d'une date prévisionnelle de câblage, ce qui permet en retour d'informer efficacement le client final en lui communiquant une échéance de câblage.

C'est pourquoi Free ne peut que se féliciter de l'intention exprimée par l'Autorité dans son analyse visant à se montrer particulièrement attentive à la recherche par France Télécom des processus les plus efficaces et mutualisés au titre du dégroupage et de ses propres offres ADSL.

Free souscrit donc pleinement à l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom :

- de mutualiser au maximum les prestations vendues aux opérateurs dans le cadre du dégroupage avec celles utilisées par France Télécom pour ses autres offres ;
- de proscrire les processus faisant peser des contraintes indues sur les opérateurs, notamment au regard des processus existant pour les offres aval de France Télécom.

### Qualité de service

Concernant la qualité de service du dégroupage, Free estime qu'il s'agit de la problématique la plus cruciale dans un contexte d'essor et industrialisation du dégroupage, et qu'une attention toute particulière doit être portée sur cette question. Il ne s'agit nullement de remettre en cause la fiabilité de la production d'accès dégroupés, mais plutôt de pointer les graves carences du SAV dégroupage mis en place par France Télécom.

Plus précisément, alors que le taux d'échec à la production des lignes semble s'être stabilisé depuis plusieurs mois aux alentours de 2%, ce qui reste un taux acceptable au regard du contexte régissant le dégroupage (obligation de moyens) et des objectifs assignés par les pouvoirs publics (produire le plus possible à des tarifs compatibles avec le développement d'un marché de masse), la problématique du SAV reste clairement perfectible. Sur un parc de plus de 730 000 lignes dégroupées, cela représente une volumétrie de près de 15 000 abonnés qu'il convient donc de traiter efficacement pour parvenir à une résolution rapide dans l'intérêt de tous.

Or dans un grand nombre de cas, alors que les dispositions en vigueur de l'offre de référence d'accès à la boucle locale de France Télécom précisent pour le rétablissement un délai à compter du lendemain du dépôt de signalisation de 2 jours ouvrables pour le dégroupage total et une journée ouvrable pour le dégroupage partiel, Free constate malheureusement que le délai de rétablissement peut représenter plusieurs jours, voire semaines, ce qui largement préjudiciable pour les consommateurs, à plus forte raison si ces derniers ont opté pour le dégroupage total. C'est ainsi que pour le cas des lignes en erreur de câblage (ligne câblée par France Télécom sur un autre plot de renvoi que celui commandé), le délai de rétablissement moyen dépasse les 20 jours. En outre, il est à déplorer que faute de remontée d'information efficaces et exploitables l'opérateur dégroupé ne puisse être en mesure d'informer efficacement son client sur l'état d'avancement du traitement de la signalisation dysfonctionnement et des délais de rétablissement, ce qui se révèle fortement préjudiciable pour l'image de l'opérateur, à qui le client peut reprocher un manque d'information, et donc du dégroupage.

Les raisons résident non pas, comme on peut le lire ici ou là, dans une mauvaise volonté de France Télécom à traiter efficacement et rapidement les signalisations SAV dégroupage qui lui sont formulées, mais avant tout dans une mauvaise organisation de France Télécom qui ne dispose pas des procédures adaptées (par exemple le fait de se contenter d'un simple test de synchronisation ne permet nullement de détecter une inversion de câblage) pour le traitement efficace des problématiques relatives au dégroupage et qui, via les procédures GAMOT fait peser des contraintes indues sur les opérateurs et *in fine* le consommateur.

Il ne s'agit nullement d'exiger de France Télécom un taux de réussite à la production de 100%, ce qui serait contre-productif et *in fine* inducteur de surcoûts qui seraient alors répercutés sur le consommateur, puisque cela impliquerait alors une systématisation du contrôle de conformité pour toute ligne produite, mais en revanche de mettre en place enfin des processus permettant de traiter efficacement et rapidement dans l'intérêt du consommateur toute signalisation SAV dégroupage qui serait émise par les opérateurs.

En effet, comme le relève l'Autorité dans son analyse, France Télécom est naturellement incitée à ce que les chaînes de production des accès haut débit livrés à ses clients finals soient efficaces et fiables. C'est ainsi que Free, en tant que cliente du produit IP/ADSL de France Télécom, constate que la présence d'un système de contrôle qualité des processus géré par la mise en place d'une part d'indicateurs de qualité de service permettant aux clients de l'offre IP/ADSL d'être informés efficacement de tout incident et du traitement d'une signalisation SAV et d'autre part de mesures incitatives qui prennent la forme de pénalités, participe de cet objectif.

En revanche, ainsi qu'exposé par l'Autorité dans son analyse, France Télécom est structurellement moins incitée à rendre efficaces et fiables les chaînes de production des accès dégroupés qui sont livrés à ses concurrents. Ce qui est d'autant plus handicapant pour les opérateurs dégroupés que leur pouvoir de négociation face à France Télécom de la Convention d'Accès à la Boucle Locale demeure symbolique, comme le montrent les différents contentieux qu'ont pu déposer les opérateurs sur des sujets afférents au dégroupage, auprès de l'Autorité ou du Conseil de la Concurrence.

A de nombreuses reprises depuis le début 2003, Free a attiré l'attention de l'Autorité, notamment dans le cadre du traitement de réclamations consommateurs transmises par ses services, sur la nécessité d'une intervention visant à amender les dispositions de l'Offre de Référence qui ne comportaient initialement aucune mesure incitative permettant de s'assurer d'un traitement SAV dégroupage par France Télécom rapide et efficace dans l'intérêt du consommateur.

A cet égard, les modalités des pénalités prévues dans l'Offre de Référence en date du 12 décembre 2003 ne semblent pas s'inscrire efficacement dans cet objectif pour ce qui concerne le marché résidentiel compte tenu des modalités de mise en œuvre proposées par France Télécom qui reviennent à les rendre inapplicables sur un marché de masse.

En particulier, Free avait émis le souhait que les mesures incitatives visant à s'assurer d'un traitement rapide et efficace du SAV dégroupage prennent la forme de pénalités qui seraient directement versées par France Télécom au consommateur final dans la mesure où en dégroupage partiel, ce dernier en tant que client France Télécom pour la partie basses fréquences continue à recevoir une facture France Télécom.

Toutefois, concernant l'organisation de France Télécom pour le traitement des signalisations SAV dégroupage, Free constate que France Télécom, consciente de la nécessité de parvenir à des processus opérationnels fluides et efficaces, travaille sur une refonte du système, dont les premiers effets sont d'ores et déjà visibles avec la mise en place par France Télécom sur demande des opérateurs d'un système, faisant actuellement l'objet de tests avancés avec les opérateurs, automatisé de dépôt et distribution de signalisations SAV, à l'instar de ce qui a été mis en place par France Télécom pour le dépôt des commandes dégroupages avec le Frontal Opérateurs (FOP). L'automatisation du dépôt de signalisations SAV permettra notamment de réduire le délai administratif de traitement amont des tickets GAMOT, qui pouvait fréquemment représenter plusieurs jours.

Dans son analyse, l'Autorité rappelle son intention de se montrer particulièrement attentive à la recherche par France Télécom des processus les plus efficaces et mutualisés pour éviter de faire peser sur les opérateurs des charges ou contraintes indues. A ce titre, dans le prolongement de l'automatisation du dépôt de signalisation SAV dégroupage, Free estime qu'il serait raisonnable et justifié de d'imposer à France Télécom de mettre en place un système de traitement automatisé global des signalisations SAV dégroupage de type Extranet, à l'instar de ce que France Télécom propose pour ses propres offres de gros, qui permettrait alors aux opérateurs d'être en mesure d'informer efficacement leurs clients sur l'état d'avancement du traitement de leur dysfonctionnement.

Pour toutes ces raisons, Free souscrit pleinement à l'analyse de l'Autorité qui estime raisonnable et justifié d'imposer à France Télécom de proposer aux opérateurs dégroupageurs des engagements de qualité de service en adéquation avec les exigences de qualité de service prévalant sur les marchés aval, ainsi que des mécanismes incitatifs permettant de s'assurer de leur respect. Free estime par ailleurs qu'une attention toute particulière doit être portée en vue d'inciter France Télécom à mettre en œuvre dans les meilleurs délais des processus opérationnels et fluides permettant de traiter efficacement les signalisations SAV dégroupage formulées par les opérateurs, comme par exemple la mise sur pied d'un système de type Extranet permettant aux opérateurs de suivre l'état d'avancement des signalisations SAV dégroupage pour tenir informés leurs clients.

#### *Sur la transparence*

La structure de l'offre de référence d'accès à la boucle locale de France Télécom influence de manière significative la stratégie de déploiement des opérateurs, qui pour la plupart appartiennent à des groupes cotés en Bourse et qui à ce titre doivent fournir aux investisseurs un minimum de visibilité. Dans la mesure où ces déploiements, par nature progressifs compte tenu des délais d'obtention des autorisations et de conduite des travaux de génie civil, nécessitent de lourds investissements, il est nécessaire que les opérateurs disposent d'une visibilité suffisante sur les modalités techniques, opérationnelles et économiques de l'offre de référence de France Télécom concernant le dégroupage et sur ses éventuelles évolutions.

C'est pourquoi Free souscrit pleinement à l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom une obligation de transparence qui se matérialiserait sous trois formes ;

- la publication d'une offre de référence ;
- la publication d'indicateurs de qualité de service ;
- la transmission des conventions de dégroupage à l'Autorité.

Concernant la publication d'une offre de référence, Free partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle une telle obligation permet d'apporter au marché la visibilité nécessaire tout en palliant l'asymétrie des capacités de négociations entre France Télécom et les opérateurs alternatifs, comme en témoignent les différends soumis à l'appréciation de l'Autorité et contentieux soumis devant les différentes juridictions compétentes. En outre, la publication d'une offre de référence contribue à fournir aux différents opérateurs un référentiel accessible à tous sans discrimination de nature à leur permettre, si l'offre constitue un catalogue de prestations découplées les unes des autres afin que chaque opérateur ne puisse acheter que les prestations dont il a effectivement besoin. Pour ce qui est du contenu de l'offre de référence, devront a minima figurer les prestations actuellement proposées qu'il est donc hors de question de remettre en cause ainsi que celles précisées par l'Autorité dans son analyse, à savoir notamment une prestation de migrations vers le dégroupage, le dégroupage total par transfert de ligne et portabilité du numéro, des offres de raccordement des répartiteurs dégroupés. Pour ce qui est de l'évolution de l'offre de référence, Free souligne qu'une évolution brutale et unilatérale sans concertation préalable peut bouleverser les équilibres existants entre les différentes offres de gros d'accès ADSL de France Télécom et le dégroupage et remettre en cause les stratégies d'intervention des différents acteurs du marché. De même, l'absence de périodicité de mise à jour de l'offre de référence n'est pas de nature à procurer au marché la nécessaire visibilité qu'il est en droit d'attendre pour effectuer les bonnes décisions. Cette absence de périodicité de publication de l'offre de référence, contrairement à ce qui existe en matière d'Interconnexion qui voit la publication chaque année d'un catalogue d'Interconnexion qui fournit aux opérateurs et régulateur une bonne visibilité sur les modalités techniques, opérationnelles et tarifaires de l'Interconnexion, est préjudiciable pour la sécurisation des choix d'investissements des opérateurs, puisque les règles du jeu sont susceptibles d'être remises en cause quasiment du jour au lendemain dans la mesure où, à ce jour, aucun préavis d'annonce n'incombe à France Télécom. C'est pourquoi Free estime nécessaire d'instaurer une périodicité annuelle de publication de l'offre de référence de France Télécom, et de l'assortir d'un préavis de 3 mois minimum pour permettre d'une part à l'Autorité de s'assurer du respect par France Télécom des obligations portant sur les conditions tarifaires de l'offre, et d'autre part permettre à l'ensemble du secteur de répercuter ces évolutions sur les prestations proposées aux clients finals.

Concernant la publication d'indicateurs de qualité de service, Free partage l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné que France Télécom publie des indicateurs pertinents de qualité de service permettant aux acteurs du marché (opérateurs, régulateur, pouvoirs publics, consommateurs) de disposer d'une visibilité sur la qualité de service du dégroupage, qui reste à ce stade encore largement perfectible pour ce qui est des délais de production et de résolution des signalisations SAV qui sont transmises aux opérateurs, et de s'assurer de l'absence de discrimination entre le niveau de qualité de service de l'offre de gros d'accès ADSL de France Télécom et le niveau de service des prestations équivalentes dans le cadre du dégroupage. En effet, comme relevé par l'Autorité dans son analyse, l'expérience du dégroupage montre que la dissymétrie de qualité de service entre offres de gros d'accès ADSL de France Télécom et dégroupage est préjudiciable au fonctionnement du marché dans la mesure où la qualité de service est, au delà du prix, un facteur déterminant dans le choix des consommateurs.

Enfin, concernant la transmission à l'Autorité des conventions d'accès à la boucle locale et leur publication sous forme de consultation de tout ou partie par des tiers dans les locaux de l'Autorité, Free ne formule pas d'objection à l'analyse de l'Autorité qui constitue en effet un mécanisme visant à éviter la discrimination entre acteurs.

#### *Sur l'orientation vers les coûts*

L'article 13 de la directive Accès précise, concernant les méthodologie de tarification suivies par les autorités de régulation nationale, qu'elles doivent viser « à promouvoir l'efficacité économique, favoriser une concurrence durable et optimiser les avantages pour le consommateur ».



C'est pourquoi la question d'une révision de la méthode de tarification de l'accès à la boucle locale, actuellement fondée sur les Coûts Moyens Incrémentaux de Long Terme en application de l'article D.99-24 3° du Code des postes et communications électroniques (CPCE), mérite d'être posée au regard de l'incohérence établie avec la tarification des offres de détails qui, à infrastructure égale, repose sur les coûts historiques comptables.

En effet, compte tenu de l'essor du dégroupage, cette incohérence fait peser des risques de contentieux devant les juridictions administratives et complique considérablement la problématique de la tarification de la « vente en gros de l'abonnement au service téléphonique de France Télécom » puisque selon les hypothèses (référence par rapport au dégroupage / référence par rapport au tarif du Service Universel), soit la vente en gros est squeezée par le retail, soit c'est le dégroupage qui se retrouve squeezé par la vente en gros.

Or le recours aux CMILT, inscrit « en dûr » dans le CPCE dans la précipitation de l'été 2000 à la suite d'une intense pression de France Télécom, pour la tarification de l'accès dégroupé apparaît avec le recul comme une erreur historique. En effet, la boucle locale métallique est une infrastructure essentielle qui ne sera jamais reconstruite : les installations de boucle locale de France Télécom sont des « *Volumes Protégés Juridiquement* » regroupant plus de 10 000 bâtiments, 120 000 « armoires de rue », 300 000 km de génie civil représentant 107 millions de paires km en transport établies en conduite aérienne ou tranchée pleine terre et 30 millions de paires km en distribution dont la moitié établie en conduite / tranchée. Dès lors que la boucle locale ne sera jamais reconstruite, une valorisation « CMILT » ne peut constituer un indicateur guidant l'investissement car au contraire de la BLR et de l'UMTS, la boucle locale cuivre est la seule infrastructure permettant d'offrir dès à présent des très hauts débits sur le marché de masse résidentiel. Si l'approche CMILT est adaptée pour valoriser des équipements actifs tels que ceux nécessaires à l'Interconnexion « Voix », elle semble en revanche inappropriée pour des équipements passifs tels la boucle locale cuivre du fait de l'effet « Génie Civil » et de l'absence de progrès techniques.

La méthode de tarification relève d'un acte de régulation, et non d'un acte réglementaire. Dès lors, une latitude doit être laissée au régulateur pour établir une méthode de tarification adaptée pour le dégroupage total en fonction du déploiement des opérateurs, le dégroupage partagé tout en maintenant une cohérence entre le tarif de détail du Service Universel dans sa composante géographique, la vente en gros de l'abonnement téléphonique de France Télécom et le dégroupage. Dans cette optique, le 3° de l'article D.99-24 du CPCE pourrait être modifié comme suit « *les éléments de réseau sont valorisés en référence à une méthode définie et publiée par l'Autorité de régulation des télécommunications* ».

En outre la tarification de l'accès partagé précisée par le 4° de l'article D.99-24 du CPCE dans la mesure apparaît dès lors contestable dans la mesure où le texte en vigueur définit un rapport entre deux tarifs établis par des méthodes différentes et que seuls les coûts spécifiques semblent être la seule méthode objective en l'absence de critères permettant d'allouer à chacun des services produits sur la boucle locale (service téléphonique et service haut débit) les coûts de l'infrastructure. Les demandeurs d'accès ont en effet besoin de sécurité juridique, et à ce titre préciser que le mode de tarification de l'accès partagé est le « *coûts spécifique* » serait de nature à répondre à cette préoccupation légitime. Dans cette optique, le 4° de l'article D.99-24 du CPCE pourrait être modifié comme suit « *les tarifs pratiqués pour l'accès partagé à la boucle locale reflètent les coûts spécifiques encourus par les opérateurs mentionnés au premier alinéa de l'article D.99-23 et sont établis en référence à une méthode publiée par l'Autorité de régulation des télécommunications* ».

A cet égard, relevons que des régulateurs européens (Allemagne, Italie, Grande Bretagne) revoient les méthodes de tarification de l'accès à la boucle locale pour revenir, selon les cas, à une approche coûts historiques ou coûts spécifiques.

Pour toutes ces raisons, une modification des dispositions relatives aux méthodes de tarifications du dégroupage semble nécessaire et c'est pourquoi Free ne peut que se féliciter de la position adoptée par l'Autorité sur ce sujet dans le cadre de son analyse.

### *Sur la séparation comptable*

L'absence de séparation comptable est actuellement un des principaux freins à la vérification de la mise en oeuvre effective des principes d'orientation vers les coûts et de non discrimination, ce qui est d'autant plus crucial lorsqu'il y a mutualisation de ressources entre les différentes offres de gros de France Télécom et ses offres de détail rendant par nature difficile la vérification de l'absence de subventions croisées abusives entre ces prestations.

C'est pourquoi Free ne peut que souscrire à l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom une obligation de séparation comptable qui prendra la forme :

- d'un compte de résultat et un bilan relatifs à l'activité de dégroupage, qui seront rendus publics ;
- des fiches de coûts explicitant la formation des coûts des éléments de réseau et des ressources liées à la fourniture de dégroupage.

## **LES OFFRES DE GROS D'ACCES LARGE BANDE LIVREES AU NIVEAU REGIONAL**

Comme relevé par l'Autorité dans son analyse, si le dégroupage de la boucle locale constitue le vecteur privilégié de développement de la concurrence, en permettant notamment aux opérateurs de s'affranchir des contraintes techniques et opérationnelles liées aux équipements de réseau de France Télécom et de disposer d'un accès direct aux abonnés, cette offre ne saurait constituer à ce stade la seule possibilité d'intervention sur le marché de l'accès haut débit

C'est ainsi que des offres d'accès de gros ADSL plus intégrées, livrées à un niveau régional ou départemental, sont accessibles aux opérateurs, soit parce qu'ils disposent d'un réseau moins capillaire que celui nécessaire à une activité dégroupée, soit pour leur permettre, en complément du dégroupage, de disposer d'une offre universelle nationale, c'est à dire disponible sur chaque point du territoire disposant d'un raccordement ADSL.

C'est également l'analyse formulée par Free qui, en ayant recours de façon complémentaire pense avoir démontré que, loin d'être antinomiques comme cela a pu être présenté par le passé, dégroupage et offres d'accès ADSL de gros de France Télécom sont avant tout complémentaires lorsqu'elles sont agencées de façon pertinente puisqu'elles permettent d'adresser efficacement l'ensemble du marché final du haut débit.

Historiquement, concernant le marché résidentiel, les offres d'accès ADSL de gros de France Télécom livrées au niveau régional relèvent de deux options identifiées par l'Autorité lors de sa consultation publique sur le dégroupage à savoir l'option 5 dont la livraison de trafic s'effectue en mode IP (offre dénommée IP/ADSL chez France Télécom, qui se décompose en accès et collecte), et l'option 3 (offre ADSL/Connect ATM – ACA – chez France Télécom) livrée en mode ATM.

L'offre ACA relève de l'accès spécial, qui implique donc que cette offre doit respecter le principe de non discrimination et que ses tarifs doivent refléter les coûts du service rendu, tandis que l'offre IP/ADSL font jusqu'à présent l'objet d'une homologation tarifaire.

Free, qui a fait d'emblée le choix d'un coeur de réseau IP natif, a naturellement recours à l'offre IP/ADSL qui de par le protocole utilisé (natif IP via des tunnels L2TP établis entre les serveurs de réception et d'authentification de Free et les routeurs de collecte de France Télécom) et les

interfaces de livraison (Gigabit Ethernet) s'insère harmonieusement dans le réseau déployé par Free et permet d'assurer une certaine universalité de l'offre. En effet, si elle reste tout à fait adaptée sur le segment DSLAM-abonné, en permettant notamment d'établir plusieurs circuits virtuels sur une même ligne ADSL en vue de fournir de façon autonome et sécurisée plusieurs services (service d'accès à Internet, service téléphonie sur DSL, service TV par DSL, visioconférence et visiophonie...), la technologie ATM se révèle très vite handicapante en termes de dimensionnement, de répliquabilité, et donc de coûts, à l'échelle d'un réseau de collecte régional et national qui nécessite en effet d'avoir recours à des technologies de transmission les plus souples, robustes et expansibles comme l'est par exemple la transmission Gigabit Ethernet sur fibre en mode IP.

C'est pourquoi l'offre ACA, création prétorienne car issue d'un litige soumis au Conseil de la Concurrence et structurée par l'architecture technique du réseau ATM de France Télécom, n'est pas utilisée par Free qui estime qu'elle ne répond pas à ses besoins (une livraison de trafic en mode IP) dans la mesure où le choix d'ACA nécessiterait de recourir à de complexes et coûteuses interfaces ATM/IP. L'offre IP/ADSL est donc celle qui, au regard des besoins de Free, est l'offre d'accès ADSL de gros qui est la plus à même de compléter judicieusement une offre basée sur le dégroupage, et ce d'autant plus que depuis le début 2004 l'offre IP/ADSL de France Télécom est désormais disponible au niveau régional, ce qui permet ainsi de s'insérer harmonieusement dans le réseau de Free en évitant ainsi la constitution de gigantesques puits de collecte centralisés en un seul point de livraison, ce qui tend à devenir une hérésie d'un point de vue technique et opérationnel passé un certain seuil de trafic au regard des risques inhérents à toute architecture de collecte centralisée.

Toutefois, la coexistence de deux offres aux régimes juridiques distincts semble préjudiciable pour la visibilité que souhaitent les différents acteurs du marché et c'est pourquoi Free estime souhaitable d'unifier ces deux offres jusqu'à présent distinctes pour déboucher sur une nouvelle offre d'accès de gros ADSL livrée au niveau régional qui comporterait alors deux modalités de livraison, une livraison en mode ATM et une livraison en mode IP. En effet, comme évoqué par l'Autorité dans son analyse, les choix technologiques effectués par les opérateurs sont le résultat d'arbitrages qui ne peuvent être remis en cause qu'à long terme. Dès lors, le respect du principe de neutralité technologique commande de ne pas privilégier une technologie par rapport à une autre, et implique de faire coexister les deux modes de livraison actuellement existants au sein d'une nouvelle offre.

C'est pourquoi Free partage l'analyse de l'Autorité sur ce point, et estime par ailleurs qu'au regard de la situation de France Télécom sur le marché de gros d'accès ADSL que cette dernière soit désignée, en application de la jurisprudence et des lignes directrices de la Commission sur l'analyse du marché, opérateur puissant sur le marché de l'accès DSL livré au niveau régional.

En tant qu'opérateur désigné comme puissant, France Télécom sera alors soumise à un jeu d'obligations prévues par les directives, tenant notamment à :

- l'accès à des ressources de réseau spécifiques et à leur utilisation ;
- la transparence, notamment par l'établissement d'une offre de référence ;
- la non-discrimination ;
- le contrôle des prix et la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts ;
- la mise en place d'une séparation comptable.

## **Concernant l'accès**

Concernant l'accès, Free partage pleinement l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom l'obligation de satisfaire toute demande raisonnable d'accès ADSL à un niveau régional. En effet, comme évoqué précédemment et relevé par l'Autorité dans son analyse, une offre d'accès ADSL de gros régionale est un vecteur approprié pour :

- proposer une offre universelle en complétant la couverture du dégroupage sur les zones non encore dégroupées, ou qui ne le seront pas à moyen / long terme ;
- s'affranchir des contraintes inhérentes à un système de collecte centralisé au niveau national.

Or force est de constater que les évolutions apportées aux offres d'accès ADSL de gros de France Télécom ne l'ont été que sous la perspective de la contrainte, du fait de litiges et règlements de différents, et non de manière spontanée de la part de France Télécom : c'est ainsi que l'offre ACA a vu le jour dans le prolongement d'une injonction formulée par le Conseil de la Concurrence à l'encontre de France Télécom, et que la réintroduction au catalogue d'une offre IP/ADSL régionale a eu lieu alors qu'un différend sur cette question était en cours d'instruction par l'Autorité.

C'est pourquoi l'obligation de satisfaire toute demande raisonnable d'accès ADSL au niveau régional formulée par l'Autorité semble une nécessité. Cette obligation doit porter non seulement sur les prestations existantes, formulées par des offres distinctes (IP/ADSL – ACA – Turbo DSL), mais également, dès lors qu'elles sont raisonnables au sens de l'article 12 de la directive "Accès" sur des prestations qui ne font pas l'objet de modalités spécifiques à ce jour. C'est ainsi qu'en application du principe de neutralité technologique, et comme rappelé précédemment, il convient de s'assurer de la coexistence des deux modes de livraison de trafic actuellement possible, à savoir ATM et IP, dans la mesure où les choix d'architecture de réseau des opérateurs ne sont pas identiques et ne peuvent être remis en cause que sur le long terme pour tenir compte de la préservation des investissements consentis : dès lors, sans préjudice de toute évolution ultérieure concernant une autre interface ou un point de raccordement non actuellement équipé et potentiellement accessible, la liberté de choix entre les deux interfaces de livraison ATM et IP, ainsi qu'entre les différents points d'interconnexions existants doit être préservée dans le cadre de l'offre que devra établir France Télécom. En tout état de cause, outre le maintien des points de raccordement existants, Free souscrit à l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom de continuer à proposer aux opérateurs les mêmes points de raccordement que ceux actuellement utilisés pour les offres existantes.

Comme le relève l'Autorité dans son analyse, une offre de gros d'accès DSL au niveau régional ne peut être pleinement effective que si elle est accompagnée de prestations connexes adaptées à l'utilisation de cette offre par les opérateurs alternatifs, prestations connexes qui conditionnent d'autant plus l'attractivité de cette offre si elles permettent un certain degré de mutualisation avec des équipements déjà installés ou colocalisés chez France Télécom au titre de l'Interconnexion ou du Dégroupage. C'est pourquoi Free souscrit entièrement à l'analyse de l'Autorité qui estime que France Télécom devra proposer aux opérateurs une prestation connexe de raccordement de leur POP au site de France Télécom, une prestation de colocalisation d'équipements nécessaires à la collecte du trafic issu des accès DSL de gros dans les sites de France Télécom, ainsi qu'une prestation de mutualisation permettant aux opérateurs d'utiliser les équipements déjà déployés au titre de l'Interconnexion ou du Dégroupage.

Pour ce qui est des modes de tarification (à la bande passante consommée / à la bande passante réservée), l'analyse formulée par l'Autorité n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de Free.

### **Concernant la non discrimination**

Dans un contexte où France Télécom, opérateur pleinement intégré avec la réintégration de son ancienne filiale Internet Wanadoo, exerce une influence significative sur le marché de détail avec près de 50% des abonnés finals, le respect du principe de non-discrimination est essentiel pour éviter un effet de levier préjudiciable au marché et s'assurer d'une concurrence effective, saine, loyale, et durable au bénéfice des consommateurs. Cela implique que France Télécom ne puisse tirer parti de sa position dominante sur les marchés de gros pour limiter le développement de la concurrence sur les marchés de détail.

Or le passé récent témoigne d'exemples de nature à mettre en évidence des comportements discriminatoires imputables à France Télécom, qui est naturellement susceptible d'être tentée de mettre en oeuvre pour son propre compte des prestations techniques, opérationnelles ou tarifaires qu'elle ne propose pas de manière équivalente aux opérateurs alternatifs. Comme le relève l'Autorité, elle pourrait être incitée à concevoir son offre de gros d'accès DSL de façon à freiner l'essor d'offres concurrentes attractives, comme en témoignait la tarification initiale de l'accès 2 Mbps en zones non denses, alors qu'en zone dense cet accès était tarifié de façon générique.

C'est pourquoi Free partage l'analyse de l'Autorité qui considère qu'une obligation de non-discrimination à la charge de France Télécom est justifiée et proportionnée pour éviter que France Télécom ne favorise ses propres services, filiales ou partenaires privilégiés au détriment des opérateurs concurrents et *in fine* des consommateurs dont la liberté de choix s'en retrouverait obérée. C'est ainsi que l'offre formulée par France Télécom ne devra pas faire peser sur les opérateurs des charges et contraintes indues les empêchant de proposer des offres innovantes et attractives.

Le respect du principe de non-discrimination doit alors conduire à faire en sorte que la publicité des nouvelles ouvertures de répartiteur à l'ADSL soit faite de manière neutre, et que tous les FAI proposant des offres de type « IP/ADSL » soient sur un pied d'égalité dans ces situations. En effet, dans la pratique, force est de constater que lors des nouvelles ouvertures de répartiteur aux offres de type « IP/ADSL », une certaine disparité entre Wanadoo et les autres FAI et opérateurs est observée : ces derniers semblent n'être informés que postérieurement à Wanadoo des ouvertures et n'ont pas la possibilité d'offrir au même moment leurs services aux nouveaux utilisateurs potentiels. C'est pourquoi Free estime souhaitable de conditionner la commercialisation par France Télécom d'accès DSL sur le marché de détail sur un répartiteur nouvellement équipé à l'information préalable des opérateurs, FAIs et collectivités locales concernées.

Concernant la qualité de service, force est de constater que le niveau de qualité de service de l'offre d'accès de gros ADSL IP/ADSL de France Télécom est de loin supérieur à ce que les opérateurs endurent dans le cadre du dégroupage. C'est ainsi que, contrairement au dégroupage, France Télécom communique aux opérateurs et FAIs lors de la validation de commande d'accès DSL une date prévisionnelle de mise en service permettant donc aux opérateurs d'informer efficacement leurs clients sur une échéance de mise en service, conformément aux obligations, notamment en matière de droit de la consommation, auxquelles ils sont soumis. De même, il est indéniable que les délais de rétablissement en matière d'accès produits en IP/ADSL sont nettement plus acceptables pour le client final comme en témoignent les plaintes qui parviennent à l'Autorité et qui concerne presque exclusivement le dégroupage tandis que les plaintes relatives à des accès produits en IP/ADSL ou ACA sont fort rares.

Un tel niveau de qualité de service n'empêche nullement d'imposer à France Télécom de poursuivre ses efforts en proposant aux opérateurs, comme le suggère l'Autorité dans son analyse, un contrat de niveau de service précisant des niveaux cible de qualité de service pour l'offre de gros compatibles avec les exigences de qualité prévalant sur les marchés de détail, assorti de mécanismes incitatifs permettant de s'assurer de leur respect, qui pourraient prendre la forme, outre la publication d'indicateurs régulière pertinents de qualité de service, la reconnaissance de la responsabilité commerciale, d'un système de pénalités réellement incitatives sous forme de pénalités directement versées par France Télécom au client final, principale victime de la défaillance du service en cas de délais de rétablissements abusifs.

### Concernant la transparence

Dans la mesure où les offres de gros d'accès DSL de France Télécom représentent un poste de coût significatif, il est important que les opérateurs et FAIs disposent d'une visibilité suffisante sur les modalités techniques, opérationnelles et tarifaires de l'offre de gros d'accès DSL au niveau régional, et sur ses évolutions futures.

C'est pourquoi Free partage l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom une obligation de transparence qui pourrait être mise en oeuvre à trois niveaux :

- par la publication d'une offre de référence ;
- par la publication d'indicateurs pertinents de qualité de service ;
- par la transmission à l'Autorité des conventions ou contrats souscrits au titre de l'offre.

La publication d'une offre de référence d'accès de gros DSL au niveau régional, regroupant les différentes offres actuellement proposées (IP/ADSL – ACA – TurboDSL) participe de cet objectif de transparence, ce qui ne pourra qu'être bénéfique pour le développement harmonieux du marché en procurant enfin une réelle visibilité concernant les modalités techniques, opérationnelles et tarifaires des offres de gros DSL, et qui faisait jusqu'à présent cruellement défaut comme le démontrent les évolutions ces dernières années des offres de gros DSL de France Télécom qui n'ont pu avoir lieu que dans des conditions opaques et délicates en dehors de tout cadre structuré. La publication périodique d'une offre de référence contribue à fournir aux différents opérateurs et acteurs du marché un référentiel accessible à tous sans discrimination.

En outre, comme le relève fort justement l'Autorité dans son analyse, la publication d'une offre de référence doit permettre l'élaboration d'un catalogue de prestations autant que faire se peut découplées les unes des autres pour permettre à chaque opérateur de n'acheter que les prestations dont il a besoin, tout en limitant d'une part la capacité de France Télécom à être tentée de déstabiliser via l'offre d'accès ses concurrents ou favoriser ses filiales ou entités, et d'autre part les conséquences d'un pouvoir de négociation des opérateurs et FAIs clients de l'offre qui demeure très réduit.

Pour ce qui est du contenu de l'offre de référence, si la rédaction d'une telle offre de référence incombe à France Télécom, Free se félicite de l'intention exprimée par l'Autorité de se montrer particulièrement attentive à la transparence et lisibilité d'une offre qui, en ne couplant pas inutilement des prestations distinctes et en répondant aux demandes raisonnables, se doit d'être au moins aussi attractive que les offres actuellement existantes. A ce titre, devront à minima figurer les prestations actuellement proposées qu'il est donc hors de question de remettre en cause ainsi que celles inscrites sur la liste, non exhaustive, des items que l'Autorité estime nécessaire de voir figurer dans l'offre de référence.

Pour ce qui est de l'évolution de l'offre de référence, Free souligne qu'une évolution brutale et unilatérale sans concertation préalable peut bouleverser les équilibres existants entre les différentes offres de gros d'accès ADSL de France Télécom et le dégroupage et remettre en cause les stratégies d'intervention des différents acteurs du marché. De même, l'absence de périodicité de mise à jour de l'offre de référence, alors qu'il n'est pas illégitime de restituer au marché et donc aux consommateurs les gains de productivité mécaniquement engrangés par le progrès technique et le développement du parc, n'est pas de nature à procurer au marché la nécessaire visibilité qu'il est en droit d'attendre pour effectuer les bonnes décisions. Cette absence de périodicité de publication de l'offre de référence, contrairement à ce qui existe en matière d'Interconnexion qui voit la publication chaque année d'un catalogue d'Interconnexion qui fournit aux opérateurs et régulateur une bonne visibilité et stabilité sur les modalités techniques, opérationnelles et tarifaires de l'Interconnexion, est préjudiciable pour la sécurisation des choix d'investissements des opérateurs, puisque les règles du jeu sont susceptibles d'être remises en cause quasiment du jour au lendemain dans la mesure où, comme l'ont démontré les évolutions de la grille tarifaire IP/ADSL, aucun préavis d'annonce n'incombe formellement à France Télécom. C'est pourquoi Free estime nécessaire d'instaurer une périodicité annuelle de publication de l'offre de référence de France Télécom concernant l'accès de gros DSL au niveau régional, et de l'assortir d'un préavis de 3 mois minimum pour permettre d'une part à l'Autorité de s'assurer du respect par France Télécom des obligations portant sur les conditions tarifaires de l'offre, et d'autre part permettre à l'ensemble du secteur de répercuter ces évolutions sur les prestations proposées aux clients finals.

Les informations préalables constituent un élément déterminant pour les opérateurs et FAIs afin de leur permettre de disposer d'une visibilité suffisante sur les modalités techniques,



opérationnelles et tarifaires de l'offre de gros d'accès ADSL de France Télécom. L'inscription à l'offre de référence d'informations préalables suffisantes vise à s'assurer du respect à la fois du principe de transparence, mais également de non discrimination. Outre les éléments cités par l'Autorité, Free estime également souhaitable, afin de permettre aux consommateurs de disposer d'une liberté de choix aussi complète que possible, que France Télécom communique aux clients de son offre de gros d'accès DSL, et ce préalablement à leur ouverture commerciale selon une périodicité au moins mensuelle, la liste des répartiteurs dont l'ouverture à l'ADSL est programmée à brève échéance.

Dans la mesure où l'offre d'accès de gros ADSL de France Télécom repose sur l'utilisation d'équipements d'accès (DSLAM) opérés par France Télécom, il est capital que les clients de cette offre disposent d'une bonne visibilité sur les spécifications techniques des interfaces et protocoles nécessaires pour s'assurer de la compatibilité du modem DSL fourni au client avec le réseau de France Télécom. C'est pourquoi partage l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné que la publication par France Télécom des spécifications techniques d'accès à son réseau DSL.

Concernant la publication d'indicateurs de qualité de service, Free partage l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné que France Télécom publie des indicateurs pertinents de qualité de service permettant aux acteurs du marché (opérateurs, régulateur, pouvoirs publics, consommateurs) de disposer d'une visibilité sur la qualité de service de l'offre d'accès de gros ADSL de France Télécom, et de s'assurer de l'absence de discrimination entre le niveau de qualité de service de l'offre de gros d'accès ADSL de France Télécom et le niveau de service des offres détail. En effet, comme relevé par l'Autorité dans son analyse, une dissymétrie de qualité de service entre offres de gros d'accès ADSL de France Télécom et les offres de détail de France Télécom serait préjudiciable au fonctionnement du marché dans la mesure où la qualité de service est, au delà du prix, un facteur déterminant dans le choix des consommateurs.

Enfin, concernant la transmission à l'Autorité des conventions souscrites en application de l'offre de gros d'accès DSL et leur publication sous forme de consultation de tout ou partie par des tiers dans les locaux de l'Autorité, Free ne formule pas d'objection à l'analyse de l'Autorité qui constitue en effet un mécanisme visant à éviter la discrimination entre acteurs.

### **Concernant le contrôle tarifaire**

Comme le relève l'Autorité dans son analyse, le tarif de l'offre de gros d'accès DSL au niveau régional est particulièrement stratégique pour l'équilibre général de la chaîne de valeur du haut débit. C'est pourquoi Free souscrit pleinement à l'analyse de l'Autorité qui estime justifié et proportionné d'imposer à France Télécom une obligation de contrôle tarifaire portant sur les tarifs de l'offre de gros et sur les prestations connexes.

Afin de donner le bon signal économique aux différents acteurs du marché pour que leurs investissements soient efficaces, la tarification de l'offre de gros d'accès DSL au niveau régional doit être basée sur les coûts de long terme d'un opérateur efficace et veiller d'une part à éviter d'une part tout effet de ciseau tarifaire sur le dégroupage, afin qu'il puisse disposer d'un espace économique suffisant et continuer son développement géographique et d'autre part maintenir l'incitation à l'investissement en préservant les investissements d'opérateurs ayant fait le choix de déployer des réseaux capillaires en évitant l'éviction de ces derniers par des opérateurs ayant un raccordement minimal.

Free partage donc l'analyse de l'Autorité sur ce sujet et se félicite de l'attention toute particulière qu'elle compte y porter. Cela implique également, pour les opérateurs et l'Autorité, de disposer d'une visibilité suffisante sur un paramètre déterminant pour le contrôle des tarifs de collecte, à savoir le détail du débit moyen consommé par les clients, détaillé classe de débit par classe de débit.

### Concernant la séparation comptable

L'absence de séparation comptable est actuellement un des principaux freins à la vérification de la mise en oeuvre effective des principes d'orientation vers les coûts et de non discrimination, ce qui est d'autant plus crucial lorsqu'il y a mutualisation, à l'heure de la réintégration de Wanadoo au sein de France Télécom, de ressources entre les différentes offres de gros de France Télécom et ses offres de détail rendant par nature difficile la vérification de l'absence de subventions croisées abusives entre ces prestations.

C'est pourquoi Free ne peut que souscrire à l'analyse de l'Autorité qui propose d'imposer à France Télécom une obligation de séparation comptable qui prendra la forme :

- d'un compte de résultat et un bilan relatifs à l'accès de gros DSL au niveau régional, qui seront rendus publics ;
- une fiche présentant les coûts unitaires des ressources consommées pour la production de ce service ainsi que les facteurs d'usage correspondants, qui sera rendue publique ;
- des fiches de coûts explicitant la formation des coûts des éléments de réseau et des ressources liées à la fourniture d'accès de gros DSL au niveau régional ;
- une fiche présentant les coûts unitaires des ressources consommées par Wanadoo pour construire son offre aval, ainsi que les facteurs d'usage correspondants.

### LES OFFRES DE GROS D'ACCES LARGE BANDE LIVREES EN UN POINT NATIONAL

Comme le relève l'Autorité dans son analyse, l'offre de gros d'accès DSL livrée en un point national de France Télécom était jusqu'à il y a encore quelques mois le complément indispensable au dégroupage pour couvrir l'ensemble des abonnés ADSL, notamment en dehors des zones urbaines. La raison résidait dans le fait qu'une collecte régionale n'était possible qu'en mode ATM, dont la diffusion de l'offre d'accès restait relativement confidentielle : en effet, après avoir initialement figurée au catalogue de France Télécom, ce n'est que début 2004 qu'une prestation de collecte régionale en mode IP n'a été réintroduite dans l'offre d'accès de gros, après avoir été supprimée à l'automne 2002,

Dans son analyse, l'Autorité relève que les offres d'accès de gros ADSL de gros ne représentent qu'une partie relativement faible des marchés de gros. Or il faut rappeler que la disponibilité d'une offre de gros d'accès DSL au niveau régional en mode IP ne date que de février 2004, et sa mise en oeuvre effective n'a pu se dérouler que sur plusieurs mois : en effet, plus de 6 mois après l'entrée en vigueur de la collecte régionale IP/ADSL, le basculement de quelques plaques n'est toujours pas pleinement effectif.

Free partage le souhait de l'Autorité de voir les offres de gros d'accès DSL au niveau régional se développer rapidement pour devenir le vecteur nominal d'accès à l'abonné en complément du dégroupage, supplantant progressivement l'offre de gros. En effet, passé un certain seuil, il doit y avoir incitation à l'investissement et à la mutualisation des ressources déjà déployées au titre de l'Interconnexion et du Dégroupage : l'offre de gros d'accès DSL au niveau régional participe de cette dynamique. Dans cette optique, comme l'évoque l'Autorité dans son analyse, une offre de gros d'accès DSL livrée au niveau national n'a pas vocation à rester régulée sur le long terme, mais tant que la concurrence n'aura pas atteint le seuil nécessaire sur le marché de l'offre de gros nationale, il convient de s'assurer à titre transitoire du maintien d'un dispositif visant à éviter que France Télécom ne profite de sa position significative sur le marché des offres nationales pour freiner le développement d'offres concurrentes.

C'est pourquoi Free souscrit à l'analyse de l'Autorité quant aux objectifs et caractère transitoire de la régulation de l'offre d'accès de gros DSL livrée au niveau national, dans la mesure où France

Télécom détient encore une position dominante, ce qui implique le maintien d'un dispositif de régulation *ex ante* sous une forme allégée, bien plus adapté que le recours au droit commun de la concurrence (délais d'intervention de la régulation sectorielle plus rapides, conditions strictes en matière de prononcé de mesures conservatoires par les autorités de concurrence) dans un contexte où la concurrence reste encore dans une phase de développement.

L'ensemble des critères exposés dans l'analyse de l'Autorité permettent d'établir que France Télécom, de par ses parts de marché actuelles et à moyen terme, sa taille et son intégration verticale ainsi que les effets de leviers connexes dispose d'une position dominante qui ne peuvent que conduire à désigner France Télécom puissant sur le marché de l'accès DSL livré au niveau national.

La désignation en tant qu'opérateur puissant implique la détermination d'obligations spécifiques, détaillées par l'Autorité dans son analyse, et qui n'appellent pas de commentaires particuliers de Free autres que ceux formulés concernant les offres de gros d'accès DSL livrées au niveau régional, dans la mesure où les obligations spécifiques préconisés par l'Autorité ne diffèrent pas fondamentalement entre les offres livrées au niveau régional et celles livrées au niveau national, étant entendu qu'un réexamen de la pertinence du maintien ou non de ces obligations sera effectué lors de la prochaine revue de ce marché par l'Autorité, 12 mois à l'issue de sa notification.